

DÉPARTEMENT DE LAVIENNE
ARRONDISSEMENT DE POITIERS

REPUBLIQUE FRANCAISE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CLOUE

Séance du 26 janvier 2017

| NOMBRE | DE | MEMBRES |
|--------------------------------------|-------------|---|
| Afférents Au conseil municipal | En exercice | Qui ont pris Part à la délibération |
| 11 | 11 | 10 |

L'an deux mil dix-sept et le 26 janvier, à vingt heures trente, le conseil municipal de Cloué, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle de la Mairie, sous la Présidence de M. Frédy POIRIER, Maire.

Date de la convocation : 20 janvier 2017.

Etaient présents : Frédy Poirier, Jérôme Chargelègue, Nathalie Chauvineau, Brigitte Duboy, Annie Jaud, Dominique Prévault, Frédéric Potelle, Alexis Ténèze., Laurent Vanwynsberghe

Etaient absents excusés : Jean-Yves Coquin représenté par Dominique Prévault, Michel Carretier non représenté.

Etait également présente : Dominique Trubert Hérault, secrétaire de Mairie.

A été nommée secrétaire de séance : Annie Jaud.

Objet de la délibération :

☐ **2017/001 - Grand Poitiers ELABORATION DU PLU – accord du conseil municipal**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-9, L.153-11 et suivants et R153-1 à R153-10

Vu l'arrêté préfectoral n°2016-D2-B1-036 portant création au 1^{er} janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puyre et Sainte Radegonde.

Vu la Carte Communale approuvée le 5 mars 2008.

Vu la délibération n° 2015/030 du 26 novembre 2015 prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), précisant les objectifs poursuivis par cette élaboration et fixant les modalités de concertation.

Considérant le courrier de M le Président de Grand Poitiers Communauté d'Agglomération du 19 janvier 2017

Conformément à l'article L.153-9 du code de l'urbanisme, Grand Poitiers Communauté d'agglomération, en tant qu'établissement public de coopération intercommunale compétent peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration d'un plan local d'urbanisme engagée avant la date de sa création.

.../...

DÉPARTEMENT DE LAVIENNE

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CLOUE
Séance du 26 janvier 2017**

.../...

Par courrier, M le Président de Grand Poitiers Communauté d'agglomération a sollicité l'accord du Conseil Municipal pour que la procédure d'élaboration du PLU communal soit achevée par Grand Poitiers Communauté d'agglomération, compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale sur son territoire. Dès lors, Grand Poitiers Communauté d'agglomération se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée.

La procédure d'élaboration du PLU a été engagée par délibération du Conseil Municipal le 26 novembre 2015. L'ensemble de la procédure est à conduire, en rapport avec les objectifs poursuivis et les modalités de concertation définies.

Afin de terminer la procédure d'élaboration du PLU communal, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents et représentés :

- **donne son accord pour que Grand Poitiers Communauté d'agglomération poursuive la procédure d'élaboration du PLU communal. En ce sens, le Conseil Communautaire et le Président se substituent de plein droit au Conseil Municipal et au Maire dans toutes les délibérations et les actes restant à prendre dans le cadre de la présente procédure**
- **sollicite Grand Poitiers Communauté d'agglomération afin qu'elle donne suite à cet accord.**

Certifié exécutoire
après dépôt en Préfecture le :
et publication le : 1^{er} février 2017

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme :
Fait à Cloué, le 1^{er} février 2017
Le Maire, Frédy POIRIER,



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.